

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Assassinat de la journaliste  
Daphne Caruana Galizia - Journée  
mondiale de l'alimentation -  
Maroc/Transfèrement de Thomas  
Gallay vers la France  
(Paris, 16 octobre 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

**1 - Assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia (16 octobre 2017)**

Un an après l'assassinat de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, la France renouvelle sa condamnation de tout acte portant atteinte aux journalistes et à la liberté d'expression. Elle exprime à nouveau son souhait que toute la lumière soit rapidement faite sur les commanditaires de cet assassinat, afin qu'il ne reste pas impuni.

La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression ainsi que la protection des journalistes sont des priorités de la politique étrangère de la France, alors que près de 800 journalistes ont été tués dans l'exercice ou en raison de leurs fonctions à travers le monde au cours des dix dernières années selon RSF, et que 90% des crimes commis à l'encontre les journalistes restent sans suite judiciaire.

**2 - Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre 2018)**

En cette Journée mondiale de l'alimentation, la France rappelle qu'aujourd'hui 821 millions de personnes se trouvent en situation de sous-alimentation et d'insécurité alimentaire chronique (état de la sécurité alimentaire et de la nutrition, publié sous la direction de la FAO).

Dans la ligne des conclusions du CICID du 8 février dernier, la France renforce son appui, notamment en Afrique et en particulier au Sahel, à un développement rural inclusif et à l'agriculture familiale, une amélioration de la nutrition des populations et des approches territoriales et de filière. À travers le canal multilatéral, elle renforce en particulier son appui à la FAO, notamment sur les sujets de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, de l'emploi des jeunes ruraux, de la résilience des populations au Sahel, et au Programme alimentaire mondial (PAM), notamment contre l'insécurité alimentaire via ses opérations au Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

La France agit notamment à travers son enveloppe de dons en faveur de l'aide alimentaire programmée, s'élevant à 34MEuros en 2018. Au Sénégal, la France soutient depuis plusieurs

années une initiative en faveur de la résilience des communautés rurales. Au Niger, l'AAP soutient un projet de renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire, en fournissant un appui aux cantines scolaires et à la restauration des terres.

L'action de l'Agence française de développement contribue également à améliorer durablement la situation des ménages ruraux et urbains en soutenant l'évolution des systèmes agricoles vers des pratiques plus productives, plus équitables, plus écologiques et résilientes au changement climatique et aux autres risques, et prenant mieux en compte les impacts sur l'alimentation et la santé. L'AFD contribue à ces objectifs en soutenant une intensification agro-écologique et l'aménagement de paysages agricoles durables. En 2016, les financements de l'AFD en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne se sont élevés à 603MEuros.

La France encourage les acteurs du développement à se mobiliser pour faire reculer l'insécurité alimentaire et la malnutrition qui fragilisent plus d'une personne sur neuf aujourd'hui dans le monde. Dans la lignée du dernier Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde qui met l'accent sur la relation entre insécurité alimentaire et changement climatique, montrant le lien entre la variabilité et les extrêmes climatiques et la recrudescence de la faim, elle appelle à ne pas relâcher les efforts collectifs pour lutter contre le changement climatique.

La France adoptera dans les prochains mois une nouvelle stratégie internationale pour la sécurité alimentaire.

### 3 - Maroc - Transfèrement de Thomas Gallay vers la France

Nous saluons l'accord donné par les autorités marocaines pour le transfèrement de M. Thomas Gallay, afin de lui permettre de purger le restant de sa peine d'emprisonnement en France.

Cette décision est intervenue dans le plein respect des procédures en vigueur dans les deux pays, et témoigne de la fluidité de notre coopération judiciaire, en application de la convention bilatérale sur les transfèrements conclue entre le Royaume du Maroc et la République française.

Dans le cadre du dialogue étroit entre nos deux pays, le président de la République avait appuyé cette demande auprès du roi du Maroc, pour rapprocher M. Gallay de sa famille./.